Comment Carrefour tire profit des crimes de guerre israÃ©liens

Description

Par Ali Abunimah, le 10 janvier 2023

Des syndicats et des groupes de dÃ©fense des droits humains exhortent le distributeur mondial Carrefour, basÃ© en France, Ã mettre fin Ã sa complicitÃ© dans les crimes de guerre israÃ©liens. (Sipa via AP Images)

Carrefour tente de se distancer de son projet de monter une nouvelle entreprise commerciale majeure en IsraÃ«l, ceci depuis que le distributeur alimentaire fait face Ã des critiques croissantes pour avoir profitÃ© des colonies illÃ©gales construites sur des terres palestiniennes occupÃ©es.

Mais les dÃ©clarations malhonnÃªtes, Ã©vasives et incohÃ©rentes de la sociÃ©tÃ© basÃ©e en France Ã *The Electronic Intifada* nâ??attÃ©nuent en rien la complicitÃ© de Carrefour dans les violations par IsraÃ«l du droit international et des droits des palestiniens.

The Electronic Intifada, rÃ©pondant aux appels des syndicats et des dÃ©fenseurs des droits de lâ??homme en France et en Palestine pour que lâ??entreprise cesse de profiter des crimes dâ??IsraÃ«l contre le peuple palestinien, a adressÃ© Ã Carrefour une sÃ©rie de questions.

Lâ??annÃ©e derniÃ¨re, Carrefour a annoncÃ© son entrÃ©e sur le marchÃ© israÃ©lien grÃ¢ce Ã une mise en relation avec la chaÃ®ne de supermarchÃ©s locaux Yenot Bitan et dâ??autres entreprises israÃ©liennes opÃ©rant largement dans les colonies israÃ©liennes en Cisjordanie occupÃ©e.

Â« Ce partenariat verra les enseignes Carrefour sâ??installer en IsraÃ«l avant la fin de lâ??annÃ©e 2022 et permettra Ã tous les magasins Yenot Bitan, plus de 150 Ã ce jour, dâ??avoir accÃ¨s aux produits de la marque Carrefour avant lâ??Ã©tÃ© Â», a dÃ©clarÃ© Carrefour en mars.

Â« Nous sommes convaincus que lâ??arrivÃ©e de Carrefour en IsraÃ«l contribuera de maniÃ¨re significative Ã amÃ©liorer lâ??expÃ©rience de lâ??acheteur sur place ainsi que son pouvoir dâ??achat grÃ¢ce Ã de meilleures offres Ã des prix plus abordables Â», a dÃ©clarÃ© Ã lâ??Ã©poque Patrick Lasfargues, prÃ©sident du Partenariat international de Carrefour.

Â« Cette dÃ©cision rend Carrefour complice des crimes de guerre commis par le rÃ©gime israÃ©lien responsable de lâ??occupation, du colonialisme de peuplement et de lâ??Apartheid infligÃ©s Ã lâ??ensemble du peuple palestinien Â», selon le ComitÃ© national palestinien de Boycott, dÃ©sinvestissement et sanctions (le mouvement BDS).

Le ComitÃ© exhorte les consommateurs Ã boycotter Carrefour.

Â« Carrefour mise sur son image et sa rÃ©putation pour conquÃ©rir des clients Â», prÃ©cise le ComitÃ©. Â« Une campagne populaire efficace exposant la complicitÃ© de Carrefour dans les crimes de guerre israÃ©liens contre les palestiniens autochtones peut faire pression sur lâ??entreprise pour quâ??elle mette fin Ã cette complicitÃ©. Â»

Plusieurs autres grandes entreprises franÃ§aises, dont Veolia et Orange, ont mis fin Ã leur complicitÃ© dans les crimes dâ??IsraÃ«l Ã la suite de telles campagnes qui ont souvent durÃ© des annÃ©es.

Profiter des crimes de guerre

Le profiteur des colonies israÃ©lienne Yenot Bitan publie rÃ©guliÃ¨rement des publicitÃ©s pour les produits Carrefour sur la page Facebook et sur le site dâ??achat en ligne de lâ??entreprise.

Carrefour possÃ¨de â?? ou exploite par le biais de contrats de franchise â?? prÃ¨s de 14 000 magasins dans 40 pays, dont lâ??Ã?gypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Tunisie, lâ??AlgÃ©rie, le Qatar, les Ã?mirats arabes unis et lâ??Arabie saoudite.

Un rapport rÃ©cent publiÃ© par une coalition dâ??organisations, dont la ConfÃ©dÃ©ration franÃ§aise du travail (CGT), qui compte 700 000 membres, et le groupe palestinien de dÃ©fense des droits de lâ??homme Al-Haq, a expliquÃ© comment, dans le cadre de lâ??accord qui sâ??Ã©tendrait dÃ©sormais Ã IsraÃ«l, Carrefour profitera directement de la colonisation illÃ©gale du Territoire palestinien occupÃ©. .

Le partenaire israÃ©lien de Carrefour, Yenot Bitan, gÃ¨re actuellement des magasins dans au moins trois colonies de la Cisjordanie construites sur des terres palestiniennes occupÃ©es : Ariel, Alfei Menashe et Maaleh Adumim.

Yenot Bitan est connu pour sâ??approvisionner en produits dans au moins une colonie de Cisjordanie. Mais ce nâ??est sans doute que la pointe de lâ??iceberg.

Une recherche rapide sur le site dâ??achat en ligne de Yenot Bitan montre que la chaÃ®ne vend des confiseries fabriquÃ©es par Achva, une entreprise qui tente de dissimuler que sa principale usine se

trouve dans une colonie de Cisjordanie.

Des dizaines dâ??articles fabriquÃ©s par Tnuva, une entreprise israÃ©lienne qui sâ??approvisionne en produits laitiers et avicoles dans les colonies de Cisjordanie, sont Ã©galement disponibles chez Yenot Bitan.

Yenot Bitan vend Ã©galement du vin fabriquÃ© dans une colonie israÃ©lienne sur le plateau du Golan occupÃ©, qui fait partie de la Syrie.

Le partenariat de Carrefour avec Yenot Bitan est donc inÃ©vitablement un partenariat avec lâ??entreprise coloniale illÃ©gale dâ??IsraÃ«l.

Mais la complicitÃ© de Carrefour dans les crimes dâ??IsraÃ«l se rÃ©vÃ¨le encore plus profonde lorsque lâ??on considÃ¨re que le propriÃ©taire de Yenot Bitan, Electra Consumer Products â?? ainsi que de nombreuses autres marques et filiales dâ??Electra dÃ©tenues en grande partie par la sociÃ©tÃ© de holding israÃ©lienne ELCO â?? sont fortement impliquÃ©s dans lâ??appropriation violente et la colonisation des terres palestiniennes par IsraÃ«l. .

Cette implication remontant Ã des annÃ©es comprend la construction de colonies et de leurs infrastructures et la fourniture de services aux colonies.

Les entreprises de la marque Electra construisent Ã©galement des bases militaires et fournissent des Ã©quipements Ã lâ??armÃ©e israÃ©lienne.

Les rÃ©ponses de Carrefour

Â« Le groupe Carrefour a toujours optÃ© pour une position de stricte neutralitÃ© vis-Ã -vis des opinions politiques ou religieuses Â», a Ã©crit la sociÃ©tÃ© Ã *The Electronic Intifada* cette semaine.

Il ne sâ??agit pourtant point ici Â« dâ??opinions Â», mais dâ??actions qui violent le droit international et les droits de lâ??homme.

Carrefour a ajoutÃ© quâ??il Â« nâ??opÃ¨re pas directement en IsraÃ«l et nâ??a aucune participation au capital de Yenot Bitan Â».

Cependant, Carrefour opÃ¨re clairement en IsraÃ«l â?? comme son propre dirigeant Patrick Lasfargues â?? lâ??a fiÃ¨rement proclamÃ© en mars.

En se servant du prÃ©texte quâ??il opÃ¨re par lâ??intermÃ©diaire dâ??un partenariat avec un franchisÃ© local, Carrefour veut le meilleur de deux mondes : tirer profit de faire des affaires en IsraÃ«l et dans ses colonies illÃ©gales â?? mais sans assumer une quelconque responsabilitÃ© Ã©thique ou lÃ©gale.

Â« A ce jour, notre partenaire israÃ©lien Yenot Bitan a rÃ©novÃ© 10 magasins qui ne sont pas situÃ©s dans les territoires palestiniens pour les mettre sous la banniÃ¨re Super Â« , a ajoutÃ© la sociÃ©tÃ©.

Mais Carrefour ne sâ??est pas engagÃ© Ã ce quâ??aucun des 150 magasins ne soit situÃ© dans les colonies de Cisjordanie.

Lâ??entreprise a Ã©galement affirmÃ© que Â« les produits Carrefour importÃ©s Ã ce jour tels que le chocolat, les cÃ©rÃ©ales ou le cafÃ© sont vendus dans la majoritÃ© des magasins Yenot Bitan Â». Mais il nâ??a ni confirmÃ© ni niÃ© que cela pourrait inclure les magasins Yenot Bitan localisÃ©s dans les colonies.

Â« Principes Ã©thiques Â»

Sur son site Internet, Carrefour affirme quâ??il exerce ses activitÃ©s selon des Â« principes Ã©thiques Â».

Il insiste que son Â« cadre de rÃ©fÃ©rence Â» comprend la DÃ©claration universelle des droits de lâ??homme, les huit conventions fondamentales de lâ??Organisation internationale du travail (OIT), les principes directeurs de lâ??OCDE, le Pacte mondial des Nations Unies et dâ??autres.

Ce sont pourtant ces principes mÃªmes que Carrefour viole.

Par exemple, les principes directeurs de lâ??OCDE sur les entreprises et les droits de lâ??homme sâ??appliquent explicitement Ã Â« tous les types de relations commerciales Â», y compris Â« les fournisseurs, les franchisÃ©s, les bÃ©nÃ©ficiaires de licence [et] les co-entreprises Â».

De mÃªme, les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de lâ??homme obligent les entreprises Ã Â« chercher Ã prÃ©venir ou Ã attÃ©nuer les impacts nÃ©gatifs sur les droits de lâ??homme qui sont directement liÃ©s par leurs relations commerciales Ã leurs opÃ©rations, produits ou services, mÃªme si elles nâ??ont pas contribuÃ© Ã ces impacts. â?•

En dâ??autres termes, les principes que Carrefour prÃ©tend respecter ne lui permettent pas de se soustraire Ã ses obligations simplement parce quâ??il opÃ¨re en IsraÃ«l et en Cisjordanie occupÃ©e par le biais dâ??un accord de licence et de franchise.

Il existe un consensus international croissant sur le fait que faire des affaires dans les colonies israÃ©liennes contribue inÃ©vitablement aux violations massives par IsraÃ«l des droits humains des palestiniens.

Â« Faire des affaires avec des colonies illÃ©gales, câ??est aider Ã commettre des crimes de guerre Â», comme lâ??a dit Bruno Stagno de Human Rights Watch.

La peur de ce changement de perception est la raison pour laquelle IsraÃ«l et son lobby se sont battus si fort et nâ??ont finalement pas rÃ©ussi Ã empÃªcher le fabricant de crÃ¨me glacÃ©e Ben & Jerryâ??s de mettre fin Ã ses activitÃ©s en IsraÃ«l lâ??annÃ©e derniÃ¨re.

La complicitÃ© de lâ??administration Macron

DÃ©sormais, les organisations syndicales et de dÃ©fense des droits de lâ??homme qui ont rÃ©digÃ© le rapport sur Carrefour appellent lâ??entreprise Ã Â« mettre fin Ã toutes les activitÃ©s liÃ©es Ã la colonisation israÃ©lienne, ce qui signifie mettre fin au plus vite Ã son partenariat avec Electra Consumer Products et sa filiale Yenot Bitan Â».

Ils exhortent Ã©galement le gouvernement franÃ§ais Ã Â« agir pour que Carrefour et les autres entreprises franÃ§aises remplissent pleinement leurs obligations et mettent fin Ã toute relation

commerciale pouvant avoir un lien avec la colonisation israÃ©lienne Â».

Sur le papier, le ministÃ¨re franÃ§ais des Affaires Ã©trangÃ¨res prÃ©vient les entreprises que : Â« Les transactions financiÃ¨res, les investissements, les achats, lâ??approvisionnement et les autres activitÃ©s Ã©conomiques dans les colonies ou au profit des colonies, comportent des risques juridiques et Ã©conomiques liÃ©s au fait que, selon le droit international, les colonies israÃ©liennes sont construites sur les territoires occupÃ©s qui ne sont pas reconnus comme faisant partie du territoire dâ??IsraÃ«l Â».

Mais la rÃ©alitÃ© est diffÃ©rente. Il est difficile de voir comment le gouvernement franÃ§ais pourrait exercer une quelconque contrÃ´le sur Carrefour alors que lâ??administration du prÃ©sident Emmanuel Macron encourage ouvertement le partenariat de lâ??entreprise avec les profiteurs des colonies.

En novembre, lâ??ambassade de France Ã Tel-Aviv a cÃ©lÃ©brÃ© lâ??arrivÃ©e des premiers produits de la marque Carrefour dans les rayons israÃ©liens :

> Le PDG de Carrefour IsraÃ«l dÃ©voile les premiÃ¨res consÃ©quences de l'arrivÃ©e du distributeur franÃ§ais dans les enseignes israÃ©liennes : Â« Tout le marchÃ© nous suit Â». pic.twitter.com/CtnevTPIP8
>
> â?? La France en IsraÃ«l (@franceenisrael) November 22, 2022

Un mois plus tÃ´t, lâ??ambassadeur franÃ§ais a accueilli Ã Tel Aviv Patrick Lasfargues, directeur de Carrefour chargÃ© des partenariats internationaux et a saluÃ© sans aucune rÃ©servation les plans de lâ??entreprise dâ??extension en IsraÃ«l.

> https://twitter.com/franceenisrael/status/1583079959866019840?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%
> carrefour-profits-israels-war-crimes%2F36961

En juillet, lâ??arrivÃ©e imminente de Carrefour en IsraÃ«l a Ã©tÃ© saluÃ©e par Yair Lapid, alors Premier ministre israÃ©lien.

En juillet, lâ??arrivÃ©e imminente de Carrefour en IsraÃ«l a Ã©tÃ© saluÃ©e par Yair Lapid, alors Premier ministre israÃ©lien.

Â« Nous nous attendons Ã ce que dâ??autres grandes entreprises le suivent Â», a dÃ©clarÃ© Lapid. Lâ??une dâ??entre elle serait la chaÃ®ne de magasins de proximitÃ© nÃ©erlandaise Spar.

Selon les mÃ©dias israÃ©liens, Spar est Ã un stade avancÃ© de nÃ©gociations pour entrer sur le marchÃ© israÃ©lien en partenariat avec Shufersal, une chaÃ®ne de supermarchÃ©s qui opÃ¨re Ã©galement de maniÃ¨re intensive dans les colonies israÃ©liennes de Cisjordanie.

â??Vigilanceâ?•

Quant Ã Carrefour, il affirme que son engagement en matiÃ¨re de responsabilitÃ© sociale dâ??entreprise comprend un Â« plan de vigilance Â» pour Ã©valuer en permanence les risques

Ã©thiques liÃ©s Ã son travail Ã travers le monde.

Mais Ã©videmment, ce systÃ¨me de Â« vigilance Â» â?? sâ??il est destinÃ© Ã Ãªtre autre chose quâ??un simple outil de relations publiques â?? a Ã©chouÃ© de maniÃ¨re catastrophique dans le cas de la dÃ©cision de Carrefour de prendre ouvertement parti et de profiter de lâ??occupation militaire par IsraÃ«l, de la persÃ©cution des palestiniens et du vol de leurs terres.

Une autre explication possible du comportement de Carrefour est que ses dirigeants sont pleinement conscients de la faÃ§on dont leur complicitÃ© dans les crimes dâ??IsraÃ«l nuira aux Palestiniens, mais quâ??ils sâ??en fichent. Comme toutes les entreprises capitalistes, la premiÃ¨re obligation de Carrefour est dâ??apporter des bÃ©nÃ©fices Ã ses actionnaires.

Cependant, rien de tout cela ne saurait servir dâ??excuse, et câ??est un dÃ©veloppement positif de voir une large coalition dâ??organisateurs syndicaux et de dÃ©fenseurs des droits humains en France et en Palestine presser Carrefour de mettre fin Ã sa complicitÃ© dans les crimes dâ??IsraÃ«l.

La tentative de Carrefour de sâ??exonÃ©rer de ses responsabilitÃ©s ne sera certainement pas le dernier mot en la matiÃ¨re.

Ali Abunimah est directeur exÃ©cutif de The Electronic Intifada.

Trad. B.M pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

Source : The Electronic Intifada

date crÃ©Ã©e
2023/01/17